

Bulletin du FMI

RENCHÉRISSEMENT DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PÉTROLIERS

L'envolée des cours des produits de base relance l'inflation et pèse sur les finances publiques

Bulletin du FMI en ligne
1^{er} juillet 2008

- La poursuite de la spirale des prix des produits pétroliers et alimentaires pourrait menacer les finances publiques de certains pays
- La hausse des prix des produits de base a déjà entraîné une accélération de l'inflation globale
- Les pauvres qui vivent en milieu urbain souffrent le plus directement du relèvement des prix alimentaires

La montée des prix de l'alimentation et du pétrole a des effets économiques préoccupants dans l'ensemble du monde, notamment des retombées négatives sur la croissance et l'inflation, et entraîne des fluctuations marquées des termes de l'échange. Elle a aussi des répercussions importantes sur les balances de paiements.

Les pays importateurs nets d'hydrocarbures et de produits alimentaires sont sérieusement ébranlés par les chocs sur les cours des produits de base, qui sont préjudiciables à leurs budgets, selon une étude du FMI publiée le 1^{er} juillet sous le titre [*Food and Fuel Prices—Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses*](#) (prix des produits alimentaires et des combustibles : évolution récente, conséquences macroéconomiques et réactions de politique). Si la hausse se poursuivait à ce rythme, la situation budgétaire de certains pays pourrait devenir insoutenable.

Les relèvements de prix aggravent sensiblement la pauvreté, de manière générale et au sein des pays; les conséquences pour les finances publiques et la conduite de la politique budgétaire sont considérables. Le rapport donne une première évaluation approximative des effets de l'enchérissement brutal de l'alimentation et des hydrocarbures sur un large échantillon de pays à revenu faible ou intermédiaire.

Effets sur la balance des paiements

L'étude du FMI fait trois constatations :

- En premier lieu, la majoration des prix de l'alimentation et du pétrole a déjà eu, au cours des 18 derniers mois, une incidence substantielle sur les **balances de paiements**. Ainsi, l'étude estime que, dans les pays à faible revenu, l'impact brut de la hausse des produits pétroliers pendant la période allant de janvier 2007 à avril 2008 a été supérieur à 2 % du PIB, tandis que celui de la poussée des prix alimentaires en a représenté 0,5 %.

- En deuxième lieu, dans l'éventualité de *nouvelles* progressions des prix de l'alimentation et du pétrole en 2008 et 2009, de nombreux pays seront probablement confrontés à des difficultés significatives en matière de comptes extérieurs. En faisant l'hypothèse que des réserves de change couvrant trois mois d'importations soient adéquates, l'étude conclut que 37 pays à faible revenu et 25 pays à revenu intermédiaire disposeront de réserves insuffisantes après un double choc sur l'alimentation et le pétrole; avec un autre instrument de mesure, on trouve aussi qu'un nombre similaire de pays à revenu faible ou intermédiaire sont durement touchés si le double choc représente au moins un demi-mois d'importations.
- En troisième lieu, l'enchérissement du pétrole aurait des conséquences plus nocives et plus étendues sur les balances des paiements que celui de l'alimentation. La raison en est que les importations d'hydrocarbures coûtent, en moyenne, deux fois plus que celles de produits alimentaires dans les pays à faible revenu et à peu près deux fois plus dans les pays à revenu intermédiaire.

Néanmoins, les retombées spécifiquement nationales diffèrent beaucoup. Des pays à faible revenu comme le Bénin, l'Érythrée, le Libéria, Haïti, le Togo, la République centrafricaine et la République kirghize seront fortement pénalisés : dans chacun d'entre eux, les chocs équivalent à au moins un mois d'importations. En revanche, l'étude prévoit que d'autres pays à faible revenu — comme la Côte d'Ivoire, la Guyane et l'Ouganda — subiront un préjudice minimale ou pourraient même être bénéficiaires nets.

Effets de l'inflation

L'ascension des cours des produits de base, qui a déjà entraîné une sensible accélération de l'inflation globale, a été à peu près générale et spectaculaire, tant dans les pays à faible revenu que dans ceux à revenu intermédiaire (voir graphique). Dans un échantillon de 120 pays non membres de l'OCDE, l'augmentation de l'indice général des prix à la consommation est passée d'une moyenne proche de 5 % en 2006 à 8 % au premier trimestre 2008; parallèlement, le rythme de hausse de l'alimentation a doublé, s'élevant de près de 6 % à 12 %.



Certains pays sont particulièrement affectés. Dans 18 d'entre eux, le taux d'inflation, mesuré en glissement annuel, a augmenté de plus de cinq points de pourcentage depuis la fin de 2007. Le dérapage résulte parfois d'une répercussion rapide de la hausse de l'alimentation et du pétrole, mais la vigueur de la demande a aussi joué un rôle.

Ce sont les prix alimentaires — et non ceux des combustibles — qui influent le plus sur le rythme de l'inflation. Ils ont en effet une pondération élevée dans l'indice, en moyenne cinq fois supérieure à celle du pétrole (37 % contre 7 %). Certes, la hausse du pétrole peut évidemment se répercuter sur d'autres prix par enchaînement, mais les conséquences immédiates sur le taux d'inflation résultent encore principalement de l'alimentation.

Effets sur la pauvreté

Les pauvres qui vivent en milieu urbain souffrent le plus directement du relèvement des prix alimentaires. Dans les pays émergents et en développement, la proportion du budget des ménages consacrée à la nourriture est habituellement très supérieure à celle des produits et des services liés au pétrole.

Dans les économies émergentes, la part des dépenses d'alimentation dans le budget des ménages excède en général 25 %, tandis qu'elle dépasse souvent 50 % dans les pays en développement. En revanche, les combustibles absorbent normalement moins de 10 % d'un budget, mais cela résulte aussi des subventions internes élevées qu'accordent certains pays pour ces produits.

Toutefois, l'incidence, directe et indirecte, de la hausse des produits pétroliers sur les populations urbaines défavorisées sera sans doute élevée. La proportion de mal nourris, qui représente actuellement plus de 40 % de la population totale des pays en développement pourrait aussi s'élever rapidement. La conjonction d'une forte dépendance à l'égard des importations et d'un haut degré de pauvreté rend les pays plus vulnérables à l'enchérissement de l'alimentation.

Effet sur les finances publiques

Les pays ont pris diverses mesures de politique budgétaire, portant à la fois sur les recettes et les dépenses, pour atténuer les conséquences de la hausse des prix [voir [Pouvoirs publics : comment réagir?](#)]. Ces mesures ont un coût budgétaire, qui risque souvent d'être substantiel. Dans quelque 29 pays, il dépasse 1 % du PIB, la plus grande partie étant imputable à la majoration des subventions générales sur les produits pétroliers. Parmi les 79 pays confrontés à une augmentation des charges publiques, 50 sont classés comme vulnérables sur le plan de la balance des paiements.

Dans les mois à venir, les pays vont devoir affiner leurs réponses de politique économique pour les rendre plus efficaces. Le FMI peut aider les gouvernements à évaluer leurs options budgétaires pour en gérer le coût, tout en garantissant la viabilité des finances publiques. Les solutions seront nécessairement propres à chaque pays; elles dépendront de la situation macroéconomique et de l'aptitude à dégager la marge de manœuvre budgétaire appropriée.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey